

Altermondialisme 2.0

Bulletin de liaison du réseau Intercoll

Avril 2017

France : la gauche est vivante¹

Avant l'élection de dimanche, la gauche était annoncée en déroute et la droite était persuadée qu'elle tirerait les marrons du feu. Mais le résultat est plus complexe. Si l'on additionne les voix d'Arthaud, d'Hamon, de Mélenchon et de Poutou, on obtient tout juste 27,3 % contre 48,6 % pour la droite (Macron, Fillion et Le Pen). Avec un score autour de 22%, Marine Le Pen poursuit donc sa progression, mais son résultat apparaît décevant, par rapport aux sondages de début de campagne.

Bouleversement à gauche

Comme l'annonçaient les sondages, le candidat du Parti socialiste a été pris en tenaille entre l'approfondissement du recentrage engagé par Hollande et renouvelé par Macron, et le désir de rupture porté par Mélenchon. L'électorat du PS s'est donc fractionné, la moitié semblant choisir Macron (par conviction ou comme moindre mal face à la droite), un quart Mélenchon et un cinquième pour Hamon. Pour le PS ramené au score désastreux de 1969 (5%), tout est à recommencer, presque cinquante ans plus tard.

La campagne de Mélenchon

Mélenchon gagne huit points sur la précédente consultation. Il le doit à son engagement, à sa capacité à conjuguer l'universalité de son discours et la singularité de son souffle et de ses mots. Dans la pratique, il redonne à la gauche son dynamisme, son souffle et l'expression ouverte de ses valeurs. Comme Macron, Mélenchon a bénéficié d'une campagne en dehors du cadre partisan traditionnel. Dans une élection où la participation électorale n'implique pas, bien au contraire, la satisfaction sur l'état de « l'offre politique », cette dimension n'est pas sans importance. Mais si la gauche est bien là, ses formes ne sont plus à la hauteur. Beaucoup sont à gauche, ont envie de le vivre et de le dire, mais ne trouvent pas les structures, les pratiques, les mots et les signes qui correspondent à la double nécessité d'être un individu autonome et solidaire de tous les autres.

Roger Martelli (Paris)

¹ Extrait d'un texte publié par Roger Martelli dans *Regards*, 23 avril 2017, <<http://www.regards.fr/qui-veut-la-peau-de-roger-martelli/article/la-gauche-est-vivante>>

FrançAfrique, ça continue



Aminata Dramane Traoré et Nathalie M'Dela-Mounier

Pendant la campagne électorale en France, les opérateurs politiques et médiatiques ont souligné les enjeux concernant les rapports avec l'Afrique. Et pour cause, ces enjeux sont importants, comme le rappelait il y a quelques temps l'économiste, Nicolas Bavarez : « *La France n'entend pas perdre ses avantages et ses parts de marchés en Afrique ni face aux autres puissances occidentales ni face aux émergents. Notre pays ne tient dans la mondialisation que par les très grands groupes qui constituent le pivot du redressement économique et du désendettement de la nation* »¹ Sous l'égide du gouvernement de François Hollande, le gouvernement français a tenté justement de « préserver ses parts de marché », notamment dans la gestion de diverses crises africaines dont celle qui a secoué le Mali. Depuis l'intervention française militaire en 2014, les yeux se sont décillés. En janvier dernier, le président Hollande a dit que la France était là pour rester. Entretemps, les entreprises françaises signent des contrats de gré à gré (sans appel d'offres) avec des entreprises françaises. Selon Susan George, c'est la même politique coloniale qui se perpétue : « *Lobbyistes au service d'une entreprise ou d'un secteur, PDG de transnationales dont le chiffre d'affaire est supérieur au PIB de plusieurs pays dans lesquels elles sont implantées, instance quasi étatique dont les réseaux tentaculaires se déploient bien au-delà des frontières nationales : toute une cohorte d'individus et d'entreprises qui n'ont pas été élus, qui ne rendent de compte à personne et dont le seul objectif est d'amasser des bénéfices est en train de prendre le pouvoir et d'orienter la politique officielle.* » Entre-temps, les associations patronales (le MEDEF) et les partis de droite, tout en répétant que l'Afrique est un « enjeu économique » pour la France, gardent le silence sur les politiques économiques de paupérisation et de dé-protection des peuples découlant de la logique injuste, raciste et guerrière du capitalisme mondialisé et financiarisé. C'est également le discours « contre le terrorisme » qui prévaut, comme par exemple lorsque le candidat de la droite « traditionnelle », François Fillon est venu en

¹ Le Monde, 9-11-2010

décembre dernier à Gao à la rencontre des militaires français. Pendant qu'on fait la guerre aux « terroristes » au nord et au centre du Mali, faut-il rappeler que la guerre au Mali est en fait celle de l'uranium du Niger et au Mali celui de Faléa dont Areva a besoin ? Pour terminer, les participants à la Conférence d'entente nationale, à Bamako le 2 avril dernier, ont proposé, de dialoguer avec les chefs djihadistes Iyad Ag Ghali et Hamadou Kouffa. Mais le gouvernement français a totalement rejeté cette idée, alors qu'il négocie lui-même avec des djihadistes pour libérer des otages français.

Aminata Dramane Traoré et Nathalie M'Dela-Mounier (Bamako et Paris)

Rendez-vous à Détroit

L'Organisation des droits de l'humanité du Michigan (MWRO) et ses alliés annoncent le deuxième rassemblement international annuel de mouvements sociaux sur l'eau qui se tiendra à Detroit, Michigan, du 8 au 11 juin. Vous êtes cordialement invités à vous joindre à des mouvements sociaux de partout dans le monde alors que nous pourrions analyser les problèmes et élaborer des solutions de base pour l'eau et l'assainissement propres, abordables et accessibles, en plus des solutions pour garantir les biens communs et les droits de l'homme universels.

Hey, water warriors!!

2ND INTERNATIONAL GATHERING OF
SOCIAL MOVEMENTS ON WATER
 INCLUDING THE 2ND
LEGAL AND LEGISLATIVE SUMMIT ON WATER
 THU-SUN, JUNE 8 - 11, 2017 • DETROIT, MICHIGAN

- June 8: Opening Day Reception, Panel and Keynote
- June 9: Legal & Legislative Summit on Water
- June 10: Grassroots Reports, Analyses & Documentation
- June 11: Closing Water Ceremony; Grassroots Strategies & Solutions

A multi-day gathering of social movement groups, allies and advocates analyzing problems and drafting grassroots solutions for clean, affordable, accessible water and sanitation, in addition to protection of the commons and universal human rights. Plus, a one-day summit of reports and strategies on legal and legislative initiatives promoting affordable water policies and human rights frameworks to support social movements on water and sanitation.

Water Rights REPORTS ANALYSES DOCUMENTATION SOLUTIONS STRATEGIES

In conjunction with
SWAA's Rumble for Human Rights
 SocialWelfareActionAlliance.org
 and the
New Poor People's Campaign
 PoorPeoplesCampaign.org

For more information contact these coordinators
 Social Movements on Water: Maureen Taylor - chuteh7@hotmail.com
 Legal & Legislative Summit: Alice Jennings - ajennings@edwardsjennings.com
 SWAA Rumble: Mary Bricker-Jenkins - mbricker@temple.edu

Registration required. Get more info, sign up at SocialMovementsOnWater.info

Sponsored by Michigan Welfare Rights Organization | Lyda Pro Bono Legal/Legislative Committee
 People's Water Board Coalition | National Coalition for Legislation on Affordable Water

Pour plus d'informations, visitez le site socialmovementsonwater.info

Le grand défi des intellectuels arabes¹



Ramzy Baroud²

Bien que peu populaire parmi les musulmans dans le monde, Daesh est parvenu à représenter l'islam et tous les musulmans aux yeux de l'Occident. Le débat dans les médias occidentaux et parmi les universitaires reste futile, mais il est omniprésent. En gros, le phénomène islamiste échappe à plusieurs analystes

Daesh, une question occidentale

Les extrémistes (qu'ils soient de Daesh, d'Al-Qaïda ou d'autres groupes) sont presque toujours liés aux « zones d'opérations » militaires occidentales au Moyen-Orient. L'extrémisme se développe dans des endroits où un pouvoir central fort fait défaut ou n'a ni légitimité politique ni soutien populaire, laissant la porte ouverte aux intervenants étrangers. Le Yémen était dépourvu depuis de nombreuses années d'un pouvoir central, ce qui est aussi plus récemment le cas de la Somalie, de la Libye et du Mali. Il n'est pas surprenant que ces pays soient les victimes d'extrémistes et d'interventions extérieures. Les intervenants étrangers prétextent souvent « le combat contre l'extrémisme » pour justifier leur ingérence dans les affaires d'autres pays, ce qui permet aux extrémistes d'utiliser ces interventions pour gagner plus de recrues, des fonds et une validation. C'est un cercle vicieux qui s'est mis en marche au Moyen-Orient depuis l'invasion américaine de l'Irak en 2003.

Le déclin des intellectuels

Dans le monde arabe, le défi est quelque peu différent. Au cours des dernières années, le « marché des idées » a rétréci au point que ce qui reste est un marché alternatif dans lequel « l'intellectuel » est acheté et vendu à un prix qui se négocie. De nombreux intellectuels autrefois prometteurs sont maintenant tombés dans le panneau, se comportant comme des porte-parole. Le revers qui a suivi les bouleversements de 2011 – les soulèvements et guerres civiles – a entraîné une grave polarisation. De nombreux intellectuels arabes ont fui vers l'Ouest, ou ont été emprisonnés ou ont choisi de garder le silence.

¹ Extrait d'un texte paru le 18 avril 2017 – *The Palestine Chronicle* – Traduction : Chronique de Palestine

² Chroniqueur et auteur palestinien. Son dernier livre, *Résistant en Palestine – Une histoire vraie de Gaza*, peut être commandé à Demi-Lune)

La bataille des idées

Ce vide intellectuel a permis à Daesh, al-Qaïda et autres de remplir l'espace avec leurs programmes. Même si Daesh est vaincu sur le terrain, son idéologie ne disparaîtra pas... Elle va tout simplement muter, car Daesh est lui-même une mutation de diverses autres idéologies extrémistes. Ni l'intellectuel arabe occidentalisé ni l'assujetti local ne sont en cette période capables de combler le vide, laissant la place à encore plus de chaos, terreau d'un extrémisme opportuniste. C'est fondamentalement une discussion arabe qui doit venir de penseurs arabes libres – musulmans et chrétiens. C'est la naissance de ce mouvement qui permettra alors d'imaginer un autre avenir pour la région.

Ramzy Baroud (Ramallah)

Retour sur le FSM



Ronald Cameron

Comme on le sait, le Forum social mondial, pour la première fois de son histoire, s'est tenu dans un pays du Nord en août en 2016.

La participation locale

À Montréal, beaucoup d'espoirs ont été mis dans la mobilisation des non organisés. On pensait relever le défi de la participation par la présence spontanée de dizaines de milliers de citoyennes et de citoyens. L'implication et le rôle des organisations et des mouvements sociaux furent ainsi moins valorisés. La nature du pays hôte et le contexte politique ont toutefois constitué des obstacles majeurs, sur lesquels le comité organisateur avait peu de prise. La période de l'été a fini par avoir un impact sur la participation locale. À l'instar de plusieurs participants nationaux et internationaux, on constate une présence de loin la plus faible de tous les rassemblements semblables. En fait, le chiffre de 15 000 personnes est probablement le maximum atteint au niveau de la participation (au lieu des 35 000

annoncés dans le bilan du Collectif). De ce point de vue, le FSM de Montréal n'a pas eu l'impact qu'on pouvait espérer.

Les résultats

Néanmoins, on ne peut juger de l'événement en tentant de le rapprocher, dans ses résultats, avec les précédentes éditions des FSM. Sa tenue fut cruciale pour éviter une plus grande dispersion qui s'annonçait critique pour l'avenir du processus. Il a notamment contribué à écarter l'hypothèse d'enterrement des FSM qui circulait depuis quelque temps au sein des réseaux. Il a aussi réussi à mobiliser une diversité d'organisations de la société civile du Québec, ainsi que des militantes et des militants de toutes les régions de la planète. Il a démontré à nouveau l'importance de la mise en place d'espaces inclusifs, comme facteur de renforcement de la résistance des mouvements. Bref, l'importance du FSM de Montréal se situe beaucoup plus dans ce qu'il nous révèle de l'état des lieux du mouvement altermondialiste, que dans ses résultats immédiats.

Nouvelles exigences, nouvelle conjoncture

Le premier FSM est né dans un contexte de montée des luttes sociales au Brésil et avec l'appui populaire qui se mobilisait pour le Parti des travailleurs. Il existait une volonté d'exporter l'énergie des mobilisations locales au niveau mondial. Parallèlement, le contexte international exigeait une réponse unifiée la plus large en vue de proposer une alternative à la mondialisation néolibérale, dix ans après la chute du mur de Berlin. Aujourd'hui, le contexte n'est plus le même. Les remises en question des réformes démocratiques en Amérique latine, la montée des droites extrêmes en Europe, l'accentuation des politiques d'austérité un peu partout sur la planète et l'élection récente de Donald Trump exigent une réponse politique plus audacieuse. Sans sacrifier l'indépendance politique du mouvement et son caractère inclusif, plusieurs pistes en vue de permettre un renouvellement furent annoncées au cours en décembre dernier. Aller au-delà de la seule dimension de partage d'expériences, favoriser le renouvellement du processus et renforcer la pertinence et la portée de l'événement.

L'éducation populaire au cœur du processus

Le mouvement pour le droit à l'éducation pour toutes et tous est un mouvement fondateur du processus des FSM. Suivant la Charte des principes, le FSM doit mettre en place des espaces ouverts et inclusifs sur des thématiques clés au développement d'un autre monde possible. Le mouvement pour l'éducation partage cette approche méthodologique de la pédagogie « bottom up », mais va plus loin, et mets de l'avant une action émancipatrice de transformation sociale. La dimension éducation demeure essentielle au développement des objectifs de justice sociale et de développement durable, mais l'avenir de l'éducation passe par sa prise en charge par l'ensemble des composantes de la société civile. Le mouvement pour le droit à l'éducation doit maintenir son engagement dans les processus du FSM, en alliance avec les mouvements les plus importants.

Ronald Cameron (Montréal)

En vue du prochain Forum social mondial



Rencontre du Conseil international du FSM à Porto Alegre (janvier 2017). À cette réunion a été prise la décision d'organiser le FSM à Bahia au début de 2018.

Le Collectif National pour le FSM à Bahia poursuit ses travaux en vue du prochain FSM qui doit avoir lieu à Salvador de Bahia au début de 2018. Les liens politiques ont été renforcés entre les différents segments sociaux articulés dans le processus du FSM autour du thème de la résistance qui renforce la nécessité d'unité entre les mouvements sociaux et les organisations pour faire face à la nouvelle vague néolibérale qui sévit sur tous les continents. Depuis lors, le Collectif Bahianais a réalisé plusieurs consultations, dont deux sessions plénières, l'une à Salvador de Bahia avec des mouvements sociaux bahianais et l'autre à São Paulo avec des mouvements brésiliens, et a reçu plus de 200 adhésions. Une prochaine plénière nationale est en cours de construction et sera réalisée au début de mai. Également, le Collectif va articuler la proposition du FSM 2018 avec les organisations et les mouvements latino-américains au Mexique (Assemblée de la *Mesa de Articulación* qui regroupe les plateformes nationales des ONG en Amérique latine, de même que lors du Forum social pan-amazonien au Pérou. Tout au long de ce processus de dialogue avec les réseaux, mouvements et les organisations, et face au contexte latino-américain et international qui s'aggrave davantage, nous demeurons convaincus de l'importance et de la pertinence de la réalisation d'un événement de caractère mondial à Bahia, en mars 2018.

Collectif National pour le FSM (Bahia)

La crise au Venezuela¹



Edgardo Lander

D'où vient-la crise actuelle ?

Je suis de l'avis que la majorité des problèmes auxquels nous faisons actuellement face se sont accumulés sous Chávez. Les analyses produites par une partie de la gauche vénézuélienne qui revendique l'époque de Chávez ne permettent pas de déceler les logiques structurelles qui ont conduit à la crise actuelle. Le processus vénézuélien, pour le dire de manière schématique, s'est toujours appuyé sur deux piliers fondamentaux: d'un côté, la capacité extraordinaire de Chávez à communiquer ainsi que son leadership, ce qui a fait naître une force sociale; de l'autre, des prix du pétrole qui atteignirent au bout de quelques années les 100 dollars le baril. De manière presque simultanée, en 2013, ces deux piliers se sont écroulés: Chávez est mort et les prix du pétrole se sont effondrés.

Chávez et Maduro, ce n'est quand même pas la même chose ...

Chávez était un leader qui pouvait offrir une orientation et un sens, son leadership au sein du gouvernement bolivarien en tant que tel était elle aussi extraordinaire. Ce qu'il disait devenait décision. Cela engendre l'absence de débats et provoque de nombreuses erreurs, mais aussi une action unitaire, avec un but. Maduro n'a pas cette capacité. Aujourd'hui chaque membre du gouvernement tire la couverture de son côté. D'autre part, le gouvernement Maduro se caractérise par un renforcement de la militarisation. Cela repose sans doute sur le fait qu'il tient, parce qu'il n'est pas issu du monde militaire, à s'assurer le soutien des forces armées en intégrant plusieurs de ses membres, ainsi qu'à leur donner des privilèges supplémentaires. Des entreprises militaires ont été créées, un tiers des ministères et la moitié des gouverneurs sont aux mains des militaires. Ils sont placés à des postes clés de la gestion publique où les niveaux de corruption sont particulièrement importants: l'allocation des devises, les ports, la distribution alimentaire.

¹ Extraits de l'entrevue publiée le 23 mars 2017 par le site uruguayen *La Diaria*; traduction *A l'Encontre*

Le fait que ces secteurs sont aux mains des militaires rend plus difficile la transparence de ces activités, que la société sache ce qui s'y passe.

Quelles sont les conséquences de cette situation sur le long terme?

Divers éléments sont, pour moi, particulièrement préoccupants. Récemment, un décret présidentiel a ouvert 112'000 kilomètres carrés de territoire aux entreprises minières transnationales qui agissent à grande échelle. Sur ce territoire de la forêt amazonienne vivent dix populations indigènes et on y trouve les principales sources d'eau potable. Il y a, ensuite, la question de savoir comment cette crise profonde désintègre le tissu de la société. Une société dont la situation est pire qu'avant le gouvernement Chávez. C'est très dur à dire, mais c'est la réalité du pays. Enfin, les dégradations des conditions de vie en termes de santé et d'alimentation. Le gouvernement a cessé de publier les statistiques officielles, raison pour laquelle on est obligé de se baser sur les statistiques des organisations professionnelles et de certaines universités, qui indiquent une perte systématique du poids (corporel) de la population vénézuélienne, ce qui a des conséquences en termes de malnutrition infantile et aura des effets sur le long terme. Pour terminer, tout cela a des conséquences extraordinaires en lien avec l'idée d'une possibilité quelconque d'un changement. La notion de socialisme, d'alternatives possibles, est écartée au Venezuela. L'idée que le secteur public est inefficace et corrompu s'est installée. C'est un échec.

Pourquoi cet échec ?

Nous ne nous sommes pas parvenus à effacer de la pensée de gauche certaines conceptions unidimensionnelles. Aujourd'hui, la transformation doit inclure une perspective féministe critique, d'autres rapports à la nature, le rejet de l'idée que la question démocratique ne signifie pas l'exclusion de la démocratie bourgeoise, mais un approfondissement de la démocratie, bref, briser avec une histoire très monolithique de ce que l'on place sous le terme de transformation anticapitaliste.

Edgardo Lander (Caracas)

Intercoll est un espace ouvert d'élaboration et de confrontation des mouvements sociaux et citoyens. Il vise à participer à l'émergence progressive d'un nouvel « intellectuel collectif international » à partir de l'élaboration intellectuelle des mouvements et des réseaux de recherche et d'éducation populaire qui leur sont liés. Intercoll ambitionne de créer un espace international et multiculturel, c'est pourquoi le site fonctionne en six langues. Les articles sont précédés d'un résumé de dix lignes dans les différentes langues permettant à chacun de recourir aux outils de traduction automatique. Sept démarches seront mises en œuvre :

- Des groupes de travail sur des thèmes proposés et retenus.
- Des sites partenaires de plusieurs régions et sur plusieurs thématiques.
- Un mur des questions que se posent ou devraient se poser les mouvements sociaux.
- Des mobilisations et des actions citoyennes proposées par nos partenaires.
- Une enquête permanente sur la stratégie des mouvements sociaux.
- Des textes lus ailleurs et sélectionnés en fonction de leur intérêt.
- Des événements, séminaires, conférences, manifestations diverses

<http://intercoll.net/?lang=fr>

Le Canada : capitalisme, patriarcat et colonialisme

Le Canada est le seul État des Amériques à être resté une « monarchie constitutionnelle ». L'État canadien a décidé de « célébrer » ce 150ième anniversaire, mais pour les mouvements populaires, il n'y a rien à fêter. Au contraire.

Un État établi sur l'écrasement des peuples

En 1837-38, un vaste mouvement républicain a soulevé la population du « Bas Canada » (le Québec à l'époque). Les « patriotes » réclamaient une république laïque, la fin du système seigneurial, des élections libres (pour les hommes seulement) et des droits égaux pour les autochtones. Mais l'Empire, trop fort, a vaincu le mouvement par la terreur. Quelques années plus tard, la colonisation des territoires était complétée contre les « Métis » (descendants des populations autochtones et françaises) du Manitoba. Lorsque leur chef, Louis Riel, a été pendu, 50 000 personnes ont manifesté à Montréal (la ville comptait alors moins de 200 000 habitants).

Du capitalisme sauvage à la répression

Plus tard, la bourgeoisie subalterne à l'Empire s'est emparée des ressources, tout en développant une relation « particulière » avec l'impérialisme américain (dont l'influence a peu à peu remplacé celle de la Grande-Bretagne). Les « Canadiens-français » (plus tard les « Québécois »), se sont soulevés contre les guerres impérialistes et dans les années 1960-70, à travers un vaste mouvement social et politique que l'État a tenté d'écraser (l'état d'urgence et l'arrestation de centaines de militants des mouvements sociaux en 1970).

Confrontations

Mais la résistance a continué. En 1972, une grève générale accompagnée de l'occupation de diverses villes a encore une fois secoué le pays. En 1976, le Parti Québécois, parti des couches petite-bourgeoises mais appuyé par les classes populaires, a remporté les élections. Par la suite, l'État fédéral a saboté ce pouvoir émergent. En 1995 lors du deuxième référendum sur la souveraineté, Ottawa a orchestré une gigantesque fraude qui a permis, de justesse, la défaite du projet souverainiste.

Le réveil autochtone

Entretemps, les « Premiers peuples » ont commencé à lever la tête. Des occupations dans les « réserves » (territoires désignés par l'état fédéral) aux mobilisations périurbaines dans plusieurs grandes villes se sont multipliées à travers de nouveaux réseaux agissant non seulement au niveau canadien, mais dans toute les Amériques.

Les mobilisations continuent

En 1995, la Fédération des femmes du Québec a organisé une immense marche à travers la province pour « du pain et des roses ». En 2001, des jeunes et des mouvements populaires ont mis le Québec au monde sur la planète altermondialiste avec le Sommet des peuples des Amériques, avec des dizaines de milliers de personnes des 35 pays de l'hémisphère. En 2003, de grandes mobilisations populaires ont bloqué la restructuration envisagée par les néolibéraux. En 2012, des dizaines de milliers d'étudiants ont mis en scène un vaste « printemps érable ». En 2016, des centaines de milliers de travailleurs et

de travailleuses se sont mobilisées, principalement dans les secteurs de la santé et de l'éducation.

Convergences

Québec Solidaire, un nouveau parti créé par les mouvements populaires, attire un grand nombre de partisans, tout en se faisant une place, dans des conditions d'une grande adversité, à l'Assemblée nationale du Québec. Le potentiel reste à confirmer, pour que se produise une convergence de grande amplitude. À court terme, les mouvements populaires québécois et autochtones s'appêtent à bloquer ensemble les méga projets pétroliers mis de l'avant l'État fédéral « relooké » avec Justin Trudeau, et dont le vrai mandat est d'accélérer la restructuration néolibérale demandée par les principaux secteurs de la bourgeoisie canadienne endossent. Ça va barder, comme on dit au Québec...

L'heure des brasiers

Chaque année depuis 8 ans, les NCS avec de nombreux mouvements populaires, organisent un grand remue-méninge des luttes et des résistances, avec des militants et des militantes de tous les secteurs, y compris du Canada-anglais et des États-Unis, dans la perspective des alliances et des convergences nécessaires pour que les luttes d'émancipation ajoutent à leur vocabulaire un vieux-nouveau mot : « vaincre ».

[Nouveaux Cahiers du socialisme](http://cahiersdusocialisme.org) (cahiersdusocialisme.org)

